

ANNEXE 10

CONVENTION PORTANT DELEGATION TEMPORAIRE DE LA COMPETENCE DE TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN ET FIXANT LES FLUX FINANCIERS POUR L'ANNEE 2017

ENTRE

LA REGION CENTRE – VAL DE LOIRE

Hôtel de Région - 9, rue Saint-Pierre Lentin – CS 94117, 45041 ORLEANS CEDEX 1
représentée par Monsieur François BONNEAU en qualité de Président du Conseil Régional, dûment
habilité par délibération du conseil régional n° [xxx] en date du 15 décembre 2016.

Désignée ci-après sous le terme « la Région »

D'une part,

ET

LE DÉPARTEMENT DE LOIR-ET-CHER

Hôtel du Département – Place de la République – 41020 BLOIS CEDES
représenté par Monsieur Maurice LEROY en qualité de Président du Conseil départemental de Loir-et-
Cher, dûment habilité par délibération de Conseil départemental n° [...] en date du [...].

Désigné ci-après sous le terme « le Département »

d'autre part,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 57,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 15,

Vu le décret n°2012-716 du 7 mai 2012,

Vu le décret n° 2015-687 du 17 juin 2015,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil Régional n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation à la commission permanente,

PREAMBULE

L'article 15 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, a entériné le transfert des services routiers non urbains, réguliers et à la demande, et les services de transports scolaires des départements vers les régions, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

En outre, les régions auront la responsabilité, à compter du 1^{er} janvier 2017, de la construction, de l'aménagement et de l'exploitation des gares routières publiques de voyageurs relevant des départements.

Il est toutefois prévu un calendrier de transfert distinct pour les deux types de services de transport. En effet, le 1^{er} janvier 2017, les régions seront les autorités organisatrices de transport routier interurbain alors que ce n'est seulement que le 1^{er} septembre 2017 qu'elles seront compétentes en matière de transport scolaire.

Ce calendrier distinct tend à renforcer les difficultés du transfert des compétences de transport à la Région dans la mesure où les services de transport routier interurbain et scolaire sont étroitement imbriqués et souvent exploités par les mêmes opérateurs dans le cadre d'un contrat d'exploitation unique.

Ce constat conduit à conclure qu'une dissociation des dates d'exercice pleine et entière des compétences nouvellement transférées à la Région risque d'affecter la continuité du service public pour les usagers.

Ainsi, une délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département devrait éviter d'entraîner un bouleversement considérable dans l'organisation des services de transports routiers interurbains et devrait permettre d'assurer la continuité des services de transport tout en offrant la possibilité à la Région d'appréhender les modalités d'exercice de sa compétence.

Dans ces conditions, il apparaît préférable que la Région Centre-Val de Loire délègue temporairement la compétence de transport routier interurbain, qui lui sera transférée au 1^{er} janvier 2017, au Département de Loir-et-Cher.

La présente délégation de compétences entre la Région et le Département doit nécessairement prendre en compte les délégations d'ores et déjà susceptibles d'exister entre le Département et d'autres autorités organisatrices de transport.

A cet égard, notons que la particularité de l'organisation des services de transports routiers interurbains dans le Département résulte de la délégation ancienne confiée à des autorités organisatrices de la mobilité (AOM) pour les lignes traversant leur périmètre et s'exerçant à l'intérieur de celui-ci.

Ainsi, la présente convention a pour objet de déterminer les modalités de cette délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département conformément aux dispositions des articles L. 1111-8, qui permet à une collectivité territoriale de déléguer par convention à une autre collectivité territoriale l'exercice d'une compétence dont elle est attributaire en son nom et pour son compte, et R. 1111-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales en prenant en compte les spécificités organisationnelles du territoire et notamment les délégations de compétences consenties aux AOM.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit notamment les modalités opérationnelles, techniques, juridiques et financières de l'exercice de la compétence de transport routier interurbain déléguée par la Région au profit du Département.

ARTICLE 2 : COMPETENCE DELEGUEE

Le Département assure, sur l'ensemble de son territoire, au nom et pour le compte de la Région :

- L'organisation et le fonctionnement des services routiers non urbains, réguliers ou à la demande, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires, pour lesquels il est directement compétent et pour les transports scolaires pour lesquels il garde la compétence jusqu'au 31 août 2017 ;
- La construction, l'aménagement et l'exploitation des gares publiques routières de voyageurs ou des autres aménagements destinés à faciliter la prise en charge ou la dépose des passagers de services réguliers.

Les abris voyageurs ne font pas partie du périmètre de la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente délégation débute le 1^{er} janvier 2017 et elle prend fin le 31 août 2017 à minuit, pour une durée de huit mois en ce qui concerne l'exercice de la compétence déléguée. Les comptes de compensation financière seront clôturés au 30 novembre 2017 afin de permettre la vérification des dépenses et recettes sur la totalité de la délégation de l'exercice de la compétence.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région est responsable de la politique générale des services de transports routiers interurbains réguliers ou à la demande à compter du 1^{er} janvier 2017.

A ce titre, elle assure pendant la délégation de compétences :

- Un rôle de coordination stratégique entre les six départements ;
- Le financement des services de transports interurbains réguliers et à la demande à travers la compensation versée par la Région au Département au titre de la délégation de compétence dans les conditions fixées à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 5 : OBJECTIFS A ATTEINDRE

Le Département, autorité délégataire, assure pendant la délégation de compétences la gestion et l'exploitation des lignes régulières interurbaines et du transport à la demande avec un niveau de service et en application des règles et principes organisationnels et tarifaires en vigueur dans le département de Loir et Cher au 15 novembre 2016.

A ce titre il poursuit l'exécution des contrats en cours et s'assure de la bonne exécution des services et des prescriptions contractuelles par les exploitants. Il assure la gestion de proximité des services de transport auprès des usagers.

ARTICLE 6 : INDICATEURS DE SUIVI DES OBJECTIFS ET REPORTING

Le Département et la Région s'entendent communément sur les indicateurs mensuels contenus dans le rapport mensuel transmis par le titulaire de la DSP prévus à l'article 83 du document programme, selon le format décrit au volet n°4 du cahier des charges. Pour ce faire, le Département transmettra ce rapport mensuel à la Région à sa réception.

Lorsqu'un plan de viabilité hivernale est mis en œuvre, ou lorsque des mesures urgentes sont mises en œuvre par le Département ayant une incidence sur le service quelle qu'en soit la cause (climatique, accident...), le Département tient informé la Région de la situation, de son évolution, des mesures engagées et des conséquences pour le service et les usagers.

ARTICLE 7 : CONCERTATION

Le Département et la Région se rencontreront à échéance régulière, a minima bimestriellement, afin de suivre l'exécution de la présente convention. Dans ce cadre, le Département informera la Région des conditions d'exécution du service.

La Région pourra demander au Département la communication, au minimum 15 jours avant la date de la réunion bimestrielle, de tout document concernant l'exercice de cette compétence.

Les parties établissent en commun l'ordre du jour des réunions bimestrielles.

ARTICLE 8 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION DE COMPETENCE

Du 1^{er} janvier au 31 août 2017, le Département s'acquitte de l'ensemble des dépenses relatives à l'activité transport (interurbain et scolaire).

Afin de financer, jusqu'au 31 août 2017, l'exercice d'une part de la compétence déléguée (transport routier interurbain), et d'autre part de la compétence transport scolaire, il est convenu que la Région reverse au Département 8/12^{ème} de 25 points de la CVAE 2017 soit 12 351 532,00 €. Ce versement sera réalisé mensuellement par douzième sur les 8 premiers mois de l'année 2017. Le montant de CVAE 2017 retenu est celui évalué en octobre 2016 et transmis par la DGFIP.

A compter du 1^{er} septembre 2017 le Département continue d'honorer l'ensemble des paiements inhérents à la période d'activité précédant le 1^{er} septembre 2017, quel que soit la date d'arrivée des factures. De la même façon, le Département continue de percevoir les recettes liées à l'activité précédant le 1^{er} septembre 2017.

Enfin, au titre des 4 derniers mois de l'année 2017, la Région versera au Département 4/12^{ème} de la différence entre le produit de 25 points de CVAE (montant 2016) et la charge nette globale arrêtée par le Préfet à l'issue des travaux de la CLERCT. Ce versement interviendra par douzième sur les quatre derniers mois de l'année 2017.

ARTICLE 9 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Le Département prend à sa charge des moyens matériels identiques à ceux de l'année précédente pour exercer le fonctionnement courant de la compétence : locaux, mobiliers, fluides, consommables.

Le Département poursuit l'exercice de la compétence déléguée dans une organisation interne et avec des moyens humains similaires, que ce soit au quotidien pour intervenir sur les points d'arrêts que dans des situations particulières : viabilité hivernale, situation d'urgence quelle que soit sa cause (événement climatique, accident...).

ARTICLE 10 : MOYENS HUMAINS

Compte tenu de l'imbrication forte des missions relatives au transport interurbain et au transport scolaire, la Région et le Département conviennent de retenir une date unique de transfert pour le personnel soit le 1^{er} septembre 2017.

Aussi le personnel du Département, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents publics non titulaires, exécute les missions d'organisation des services de transport délégués, telles qu'elles sont définies à l'article 2, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du département pendant la durée de la délégation de compétence.

Dans un second temps, la Région et le Département conviennent de procéder au transfert global des agents publics du service départemental de transports à compter du 1^{er} septembre 2017, date du transfert de la compétence « transport scolaire ».

La convention de transfert qui sera conclue après avis des comités techniques de la Région et du Département précisera les modalités de ce transfert conformément à l'article 114 de la loi du 7 août 2015.

Pendant la durée de la présente convention, le Département assure la rémunération, l'évaluation des agents et de façon générale la gestion de leur carrière.

ARTICLE 11 : SORT DES CONTRATS D'EXPLOITATION EN COURS D'EXECUTION

Le Département maintiendra en vigueur les contrats de transports existant au 31/12/2016. Conformément à l'article 133-XII de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), la Région se substitue au Département dans l'ensemble de ses droits et obligations, dans toutes ses délibérations et tous ses actes. Les contrats sont alors exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Dans le cadre d'une délégation ou d'un transfert de compétence, la substitution de la personne morale n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La collectivité ou l'établissement public qui transfère ou délègue la compétence informe les cocontractants de cette substitution.

En conséquence, les contrats faisant l'objet d'un transfert au 1^{er} janvier 2017 sont les suivants :

	Nom et numéro	Attributaire	Durée	Echéance	Prolongation
DSP	Convention pour la gestion et l'exécution des services de transports non urbains de personnes	La société des transports départementaux du Loir-et-Cher (S.T.D.L.C)	10 ans	11/07/2022 (prolongation possible d'un an)	
Convention d'occupation	Convention d'occupation d'un immeuble bâti ou non bâti dépendant du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels	SNCF	1 an (à compter du 1 ^{er} juin 2013)	30 mai 2014 (reconduction tacite d'un an. Durée max : 3 ans)	30 mai 2017
Conventions	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire de de Beauce et Forêt.	Communauté de communes de Beauce Val de Loire	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté de communes de Beauce et Gâtine	Communauté de communes de Beauce et Gâtine	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté de communes des Collines du Perche	Communauté de communes des Collines du Perche	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Vendôme	Communauté de Communes du Pays de Vendôme	A compter du 1 ^{er} mars 2012 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et	Communauté de communes du	A compter du 1 ^{er} avril 2011		

	techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire du Perche Vendômois	Perche et Haut Vendômois	(pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire du Haut Vendômois	Communauté de communes du Perche et Haut Vendômois	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté de communes du Cher à la Loire	Communauté de communes Cher à la Loire	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire du Val de Cher – Saint-Aignan	Communauté de communes du Val de Cher Controis	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire Cher Sologne	Communauté de communes du Val de Cher Controis	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté de communes Sologne des Etangs	Communauté de communes Sologne des Etangs	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire des Coteaux de la Bray	Communauté de communes des Vallées Loir et Bray	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire du Pays de Ronsard	Communauté de communes des Vallées Loir et Bray	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative aux modalités administratives, financières et techniques pour la mise en œuvre d'un service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté de communes du Vendômois Rural	Communauté de communes du Vendômois Rural	A compter du 1 ^{er} avril 2011 (pas d'indication de durée)		
	Convention relative à la contribution financière de la Communauté d'agglo de Blois pour les services de transport public urbain assurés par le réseau « Route 41 »	Entre le département Loir-et-Cher et la Communauté d'agglo de Blois « Agglopolys »	10 ans	19 décembre 2022	
	Convention de délégation de compétence relative à l'exécution	Commune de Chaumont sur	3 ans	12/01/17	En cours de renouvellemen

	de services publics routiers créés en application de la loi LOTI	Tharonne			t pour 3 ans
	Convention de délégation de compétence relative à l'exécution de services publics routiers créés en application de la loi LOTI	Commune de Montoire-sur-Loir	3 ans	18 juillet 2016	En cours de renouvellement

Si une entreprise se montre défaillante durant la période de validité de la présente convention, le Département se rapprochera de la Région pour définir les conditions de poursuite de l'activité et la teneur des nouveaux contrats ou marchés à passer.

Dans le cadre de l'exécution de ces contrats, toute décision qui aurait un impact financier fait l'objet d'une concertation préalable entre le Département et la Région et est soumise à l'accord préalable de la Région lorsque cet impact dépasse la durée de validité de la présente convention.

ARTICLE 12 : RELATIONS AVEC LES USAGERS DES SERVICES DE TRANSPORT

Le Département est chargé de la gestion de proximité et des relations avec les usagers et leurs associations représentatives. Pour ce qui concerne les lignes régulières de transport, il s'assurera que le titulaire de la DSP respecte bien les clauses contractuelles prévue à cet effet.

Il prend les décisions dont l'effet est immédiat et qui n'emportent pas d'incidences sur l'exploitation du service après la fin de la délégation de la compétence, ni la responsabilité de la Région.

Il soumet pour arbitrage à la Région des propositions de décision, lorsque les effets se poursuivront au-delà du 31 août 2017 ou en cas de point majeur notamment impliquant la responsabilité de la Région. Il la tient informée des éléments utiles et pouvant se révéler stratégiques au titre de la compétence régionale.

En outre, le Département prend toutes les dispositions nécessaires pour respecter les règles applicables en matière de traitement informatisé contenant des données individuelles, s'agissant des usagers des services de transport. Il se charge d'informer ces usagers du transfert à la Région des données concernées au terme de la présente convention.

ARTICLE 13 : COMMUNICATION

Les modalités de communications existantes au 31/12/2016 qui concernent les transports demeurent inchangées durant la période couverte par la présente convention.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITE DES PARTIES

Pendant toute la durée de la délégation, le département exerce les compétences visées à l'article 2 au nom et pour le compte de la région.

L'action du département engagera juridiquement la région, à compter du 1er janvier 2017, et c'est donc la responsabilité de cette dernière qui pourra être recherchée.

Cependant la responsabilité du département pourra être directement recherchée et exonèrera la responsabilité de la Région dans les cas suivants :

- dans l'hypothèse où le département se serait rendu coupable d'une faute (délict ou quasi-délict c'est-à-dire faute d'imprudence ou de négligence) ;
- dans l'hypothèse où il aurait agi en dépassement des limites de la présente convention ;
- dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les clauses de la présente convention.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Le Département, en tant que délégataire de la compétence de transport routier interurbain, souscrit les assurances couvrant sa responsabilité civile, administrative et pénale.

ARTICLE 16 : RESILIATION ANTICIPEE

L'une ou l'autre des parties peut résilier la convention par l'envoi d'un courrier en lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de prévenance d'un mois.

ARTICLE 17 : ACTIONS CONTENTIEUSES RELATIVES A LA COMPÉTENCE DÉLÉGUÉE MISEES EN CAUSE OU DEFENDUES PAR LE DEPARTEMENT

Si la responsabilité de la Région au titre de la compétence déléguée à l'article 2 devait être recherchée devant les tribunaux ou par voie transactionnelle, le Département s'engage à fournir à la Région tous les documents dont elle pourrait avoir besoin pour organiser sa défense.

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la délégation s'engagent à tenter de concilier les différends susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Au besoin, un expert pourra être désigné pour conduire la conciliation.

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif d'Orléans.

Fait à [...]

Le

(en deux originaux)

Pour la Région Centre- Val de Loire
Le Président,

Pour le Département de Loir-et-Cher
Le Président,

François BONNEAU

Maurice LEROY